

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 26333-9  
portant modification de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1994 modifié  
autorisant la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE  
à exploiter un dépôt de liquide inflammable  
sur le territoire de la commune de Vern-sur-Seiche**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-46 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1994 modifié, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2013, autorisant la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sur la commune de Vern-Sur-Seiche, au 12 rue de la Croix Rouge ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 juillet 2025 ;

**VU** le courrier en date du 22 août 2025 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

**VU** les observations de l'exploitant par courrier du 5 septembre 2025 sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** la fuite survenue le 24 janvier 2023 ayant entraîné un important écoulement de liquide inflammable dans le réseau d'eaux pluviales ;

**CONSIDÉRANT** la demande de l'inspection des installations classées dans le rapport de visite du 15 février 2023 d'étudier les scénarios de phénomènes dangereux issus de fuites de liquide inflammable hors rétention ;

**CONSIDÉRANT** l'étude préliminaire présentée le 12 décembre 2024, concluant à l'augmentation du risque par rapport à l'étude de danger précédente et à la nécessité de réaliser une étude technico-économique afin de définir les mesures complémentaires de réduction du risque permettant de réduire les effets et la probabilité d'occurrence des scénarios identifiés ;

**CONSIDÉRANT** les observations de l'exploitant en date du 5 septembre 2025 ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Fuites hors rétentions**

Une étude technico-économique de réduction des effets issus des fuites de liquide inflammable, hors rétentions, est réalisée par l'exploitant afin de garantir que les phénomènes dangereux nouvellement étudiés soient acceptables vis-à-vis des règles définies par la grille d'analyse de la justification par l'exploitant des mesures de maîtrise du risque en termes de couple probabilité – gravité des conséquences sur les personnes physiques correspondant à des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Cette étude est transmise aux services de l'inspection **avant le 31 décembre 2025** et est assortie d'un plan de mise en œuvre des actions de maîtrise de risques dont la finalisation est attendue **pour le 31 décembre 2026 au plus tard**.

Les mesures issues de cette étude seront intégrées à la mise à jour de l'étude de danger attendue **pour le 31 décembre 2026 au plus tard**.

### **Article 2 : Modification des délais prévus par l'article 1<sup>er</sup>**

Dans le cas où l'exploitant rencontrerait une impossibilité indépendante de sa volonté de respecter l'un des délais prévus à l'article 1<sup>er</sup>, celui-ci sollicitera Monsieur le préfet d'une modification du présent arrêté, en transmettant, *a minima* deux mois avant l'échéance concernée, les différentes pièces permettant de justifier le caractère bien fondé de la demande ainsi qu'une description des mesures compensatoires de maîtrise des risques associées.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes :

- 1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 4 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vern-sur-Seiche et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Vern-sur-Seiche et à la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE.

Fait à Rennes, le **06 OCT. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Pierre LARREY